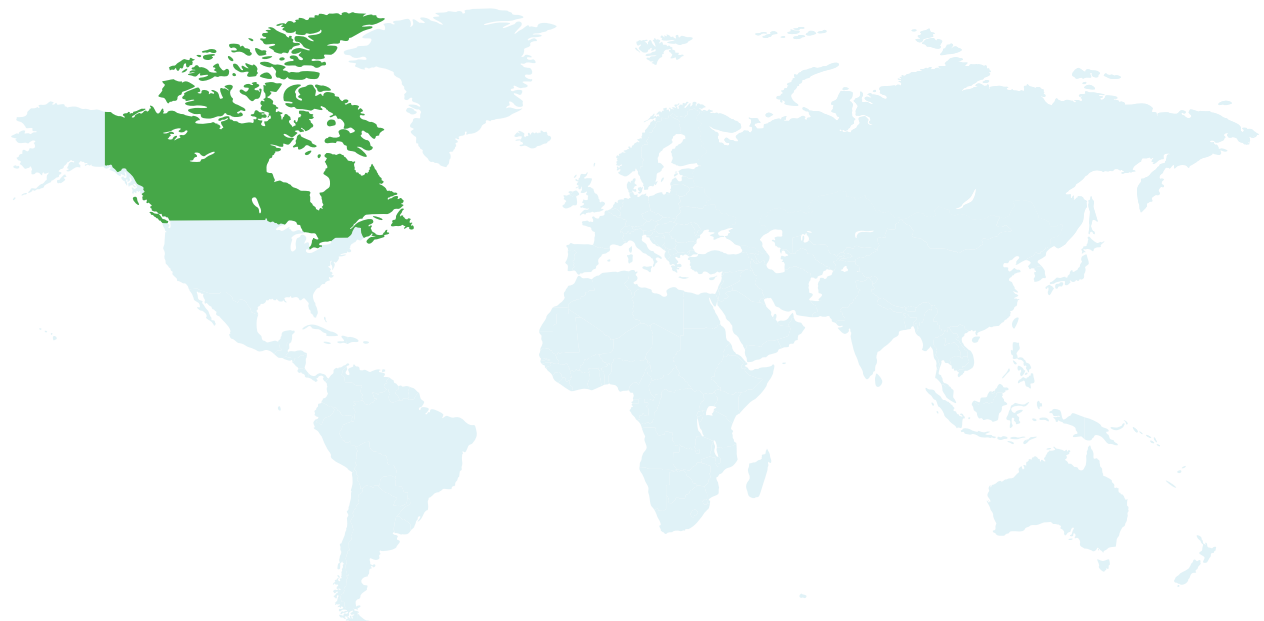


# CANADA

**FOCUS SUR LES RÉSULTATS AU CANADA DU SONDAGE :**

**« LES ASPIRATIONS CITOYENNES EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ  
FEMMES-HOMMES DANS LE MONDE : UNE VOLONTÉ DE  
CHANGEMENT »**

---



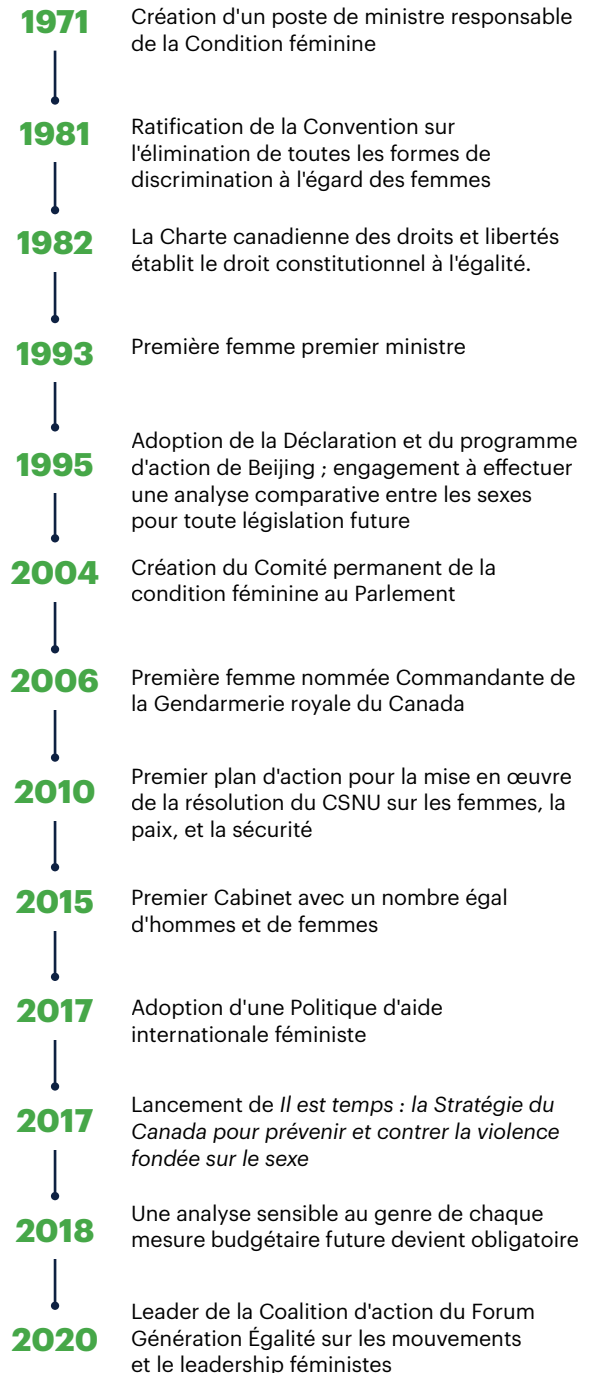
L'égalité des sexes, ou l'égalité des droits et des opportunités indépendamment du sexe, est un droit humain fondamental. C'est aussi le fondement d'un monde pacifique, prospère et durable.<sup>1</sup> Pourtant, alors qu'il ne reste que 10 ans pour réaliser le programme de développement durable de l'Agenda 2030, 2,8 milliards de filles et de femmes vivent dans des pays qui obtiennent un score insuffisant ou tout juste moyen pour les Objectifs de développement durable (ODD) liés à l'égalité des sexes.<sup>2</sup>

Pour accélérer les progrès vers l'égalité des sexes avant 2030, ONU Femmes organise le Forum Génération Égalité, un rassemblement mondial co-présidé par les gouvernements français et mexicain. Dans le cadre du Forum, un ensemble de six « Coalitions d'action » (des partenariats entre de multiples parties prenantes) a été lancé pour obtenir des résultats tangibles sur (1) la violence basée sur le genre (VBG), (2) la justice économique et les droits économiques, (3) le droit à disposer de son corps et les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR), (4) l'action des femmes en faveur de la justice climatique, (5) les technologies et l'innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes, et (6) les mouvements et le leadership féministes.

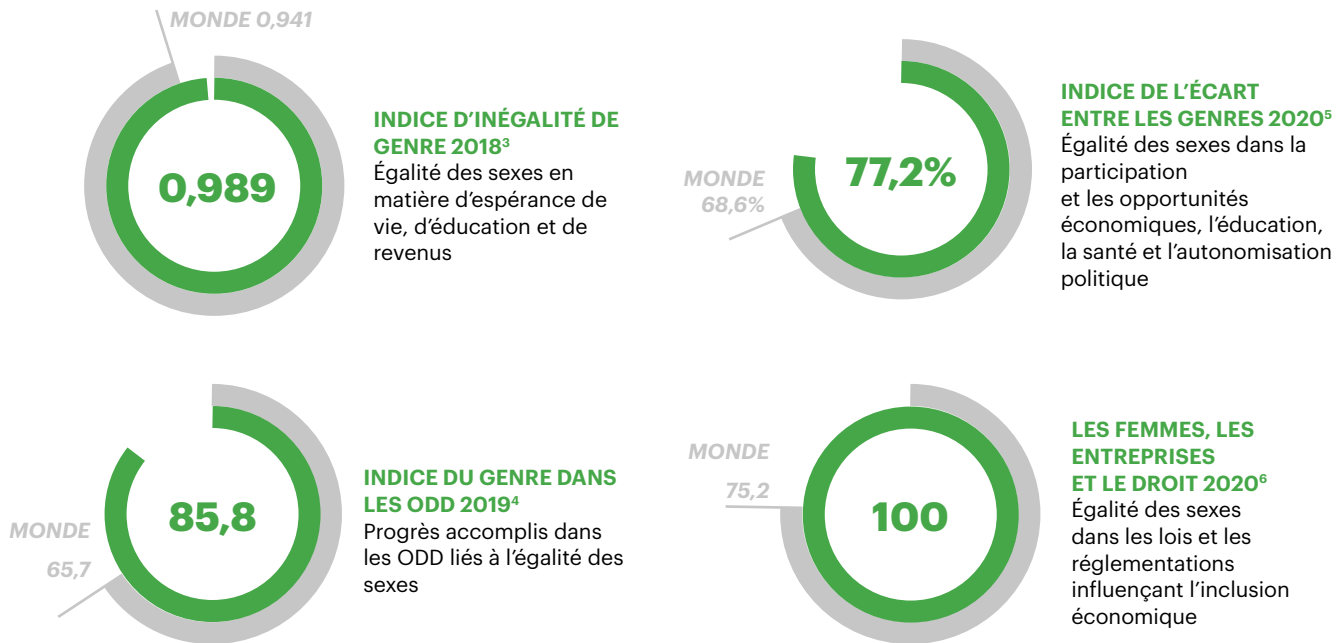
La réalisation des objectifs du Forum ne sera pas possible sans les bonnes informations et données. Les données orientent les politiques, l'opinion publique et les personnes vers l'action. Sans elles, les citoyens et les acteurs du développement ne peuvent pas prendre de décisions éclairées sur les politiques et les programmes. Dans le but d'améliorer les données et la redevabilité envers les filles et les femmes, Women Deliver s'est associée à Focus 2030 et au Development Engagement Lab pour mener une enquête sur les attitudes et les attentes des citoyens concernant les six Coalitions d'action dans 17 pays.<sup>i</sup>

<sup>i</sup> Cette note reprend les résultats préliminaires d'une enquête sur les attitudes et les perceptions du public concernant l'égalité des sexes au Canada. Ce travail est codirigé par Women Deliver et Focus 2030. L'enquête a été menée dans 17 pays : L'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, la Colombie, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, l'Inde, le Japon, le Kenya, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Tunisie. Elle se concentre sur les perceptions du public en matière d'égalité des sexes et sur les coalitions d'action du Forum Génération Égalité. Environ 1 000 personnes ont été interrogées dans chaque pays en juillet/août 2020. Les données démographiques collectées comprennent : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau d'éducation, le vote aux dernières élections nationales et la région de résidence. Au Canada, 1 006 personnes ont été interrogées, dont 505 femmes, 499 hommes et 2 personnes qui se sont identifiées « d'une autre manière ». Parmi les 1 006 personnes interrogées, 123 étaient âgées de 18 à 24 ans, 330 étaient âgées de 25 à 44 ans, 299 étaient âgées de 45 à 59 ans, et 254 étaient âgées de 60 ans ou plus. Pour accéder aux résultats pour les 17 pays étudiés, y compris le rapport complet et le questionnaire du sondage, veuillez consulter [Focus2030.org](https://focus2030.org) et [Womendeliver.org](https://womendeliver.org).

## GRAPHIQUE 1 ÉTAPES CLÉS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES AU CANADA



## GRAPHIQUE 2 RÉSULTATS DANS LES PRINCIPAUX INDICES D'INÉGALITÉ DE GENRE



Ce document présente les principaux résultats de l'enquête au Canada. Il vise à informer les actions de la société civile et à orienter les décideurs sur les sujets dans lesquels leurs citoyens aimeraient voir plus d'engagements et d'investissements.

### PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

**Trois personnes sur quatre interrogées au Canada (76 %) déclarent que l'égalité des sexes leur est « importante » personnellement.**

Les femmes (82 %), les plus jeunes (de 18 à 24 ans, 87 %) et les personnes non-blanches<sup>ii</sup> (83 %) soutiennent particulièrement la cause. Pour 61 % des personnes interrogées, l'égalité des sexes est « meilleure » au Canada aujourd'hui qu'il y a 25 ans, alors que 27 % estiment qu'elle est « plus ou moins identique »

et 7 % estiment qu'elle est « moins bonne ». Le sentiment de stagnation est exprimé par 33 % des femmes, 33 % des personnes ayant reçu une éducation formelle mais n'ayant pas fréquenté l'université, 32 % des personnes vivant en milieu rural et 34 % de celles ayant les revenus les plus faibles. Les personnes interrogées non-blanches sont presque trois fois plus nombreuses (14 %) que les personnes interrogées blanches (5 %) à penser que l'égalité des sexes est « moins bonne » dans le pays aujourd'hui qu'il y a 25 ans.

Le Canada a un engagement de longue date en faveur de l'égalité des sexes (Graphique 1), et obtient de bons résultats sur plusieurs indicateurs de la parité (Graphique 2). Pourtant, **53 % des personnes interrogées pensent que leur gouvernement devrait en faire « plus » pour promouvoir l'égalité dans le pays.** Cette opinion est particulièrement partagée par

<sup>ii</sup> Reconnaisant que les filles et les femmes appartenant à des minorités ethniques sont souvent affectées de manière disproportionnée par les discriminations de genre, l'enquête a demandé aux personnes interrogées au Canada d'auto-identifier leur appartenance à un groupe ethnique en particulier (Arabe, Asiatique occidentale, Asiatique du Sud-Est, Blanc, Chinois, Coréen, Japonais, Latino-Américain, Noir, Philippin, Sud-Asiatique, autre). Toutefois, les données n'étaient pas statistiquement significatives et ont été agrégées en deux catégories analytiques plus larges : les personnes interrogées blanches et non-blanches.

les personnes interrogées jeunes et à faibles revenus. Néanmoins, dans tous les groupes socio-économiques, une majorité souhaiterait que le gouvernement canadien s'implique davantage. En outre, **53 % des personnes interrogées estiment qu'il devrait saisir l'occasion du Forum Génération Égalité pour accroître ses financements en faveur de l'égalité des sexes au Canada** (voir la section sur le financement ci-dessous).

La pandémie de COVID-19 n'a pas occulté le désir des personnes interrogées de voir l'égalité des sexes réalisée. De fait, 23 % des personnes interrogées craignent que les inégalités femmes-hommes s'accroissent en raison de la pandémie (28 % des femmes et 18 % des hommes). Et dans l'ensemble, seuls 53 % des personnes interrogées estiment que la réponse du gouvernement pour aider les citoyens à traverser la pandémie de Covid-19 a répondu de

la même manière aux besoins des femmes et des hommes. **Quatre personnes interrogées sur cinq estiment que les femmes devraient être impliquées à tous les niveaux de la réponse sanitaire mondiale ainsi que dans les efforts de relance.**

Pour faire progresser l'égalité des sexes dans le pays, **42 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « réformer les lois pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre fin à la discrimination envers les femmes », 28 % souhaiteraient que le gouvernement « résolve en priorité les besoins des femmes issues de groupes marginalisés »** (p. ex. les femmes handicapées, les minorités ethniques, les personnes LGBTQ+, les réfugiées et les migrantes), et 27 % soulignent l'importance d'« évaluer régulièrement les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes ».

## ENSEIGNEMENTS SUR LES COALITIONS D'ACTION DE GÉNÉRATION ÉGALITÉ

### MOUVEMENTS ET LEADERSHIP FÉMINISTES

Le Canada s'est engagé à être un leader au sein de la coalition d'action des mouvements et du leadership féministes.<sup>7</sup> Près de la moitié des personnes interrogées (47 %) pensent qu'il s'agit d'un domaine prioritaire pour atteindre l'égalité. En outre, pour 23 % des personnes interrogées, les femmes ne sont pas égales aux hommes au Canada parce qu'elles « *ne sont pas représentées de manière égale en politique* ». C'est la cinquième raison la plus citée pour expliquer les inégalités entre les sexes, après « *les opportunités d'emploi différentes* » (33 %), « *les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés* » (32 %), « *la religion et la culture* » (31 %), et « *le traitement différent des garçons et des filles lorsqu'ils grandissent* »

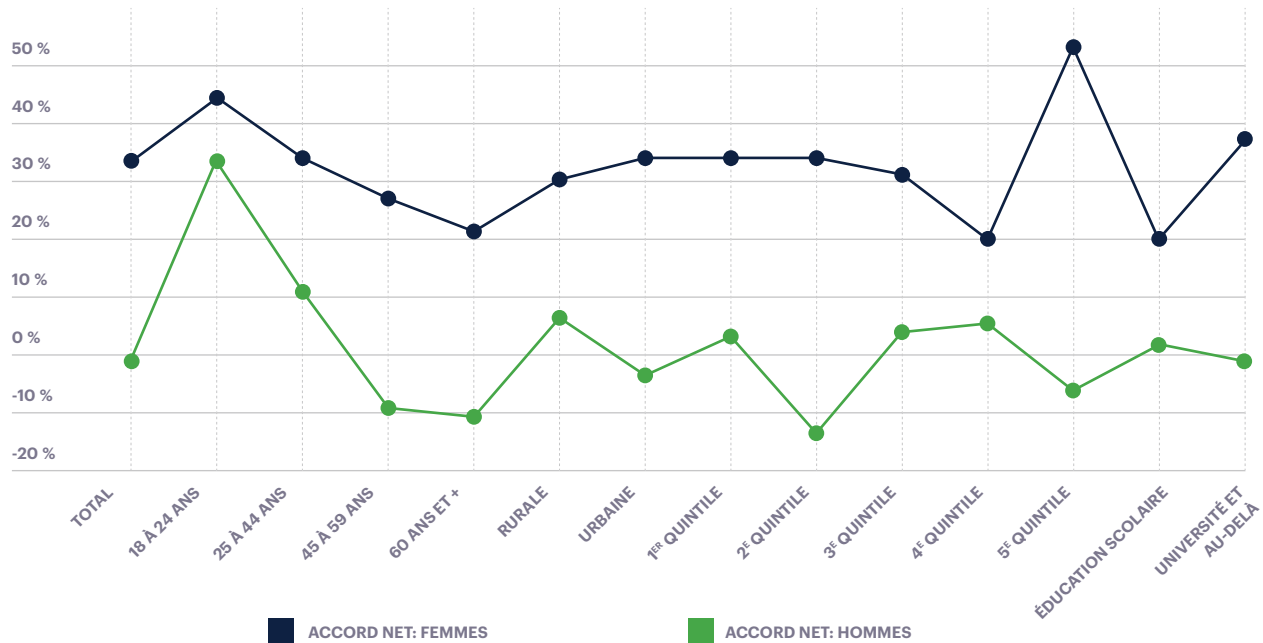
(27 %). Ainsi, pour faire progresser l'égalité des sexes dans le pays, **47 % souhaitent que le gouvernement canadien « accroisse la participation des femmes et le pouvoir des femmes en politique ainsi que dans les mouvements culturels et sociaux ».** Pour les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans (57 %), ce domaine est aussi important que l'élimination de la violence basée sur le genre et que la promotion de l'égalité des chances en matière de droits économiques. Et pour les hommes non-blancs interrogés, l'amélioration de la participation et du leadership des femmes est le domaine le plus important (57 %).

Pour améliorer la participation et le leadership des filles et des femmes, **35 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « soutenir la participation et la capacité des femmes à prendre des**

## GRAPHIQUE 3 OPINIONS SUR LES QUOTAS PAR SEXE



**Imposer des quotas par sexe, c'est-à-dire avoir une proportion de sièges réservés aux femmes dans tous les organes de décisions politiques, est une bonne manière de faire avancer l'égalité des sexes au Canada.**



Le taux d'accord net est obtenu en soustrayant la proportion de personnes interrogées qui ne sont pas d'accord à la proportion de personnes interrogées qui sont d'accord. Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur :  $\pm 3\%$ . Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://Focus2030.org).

**responsabilités politiques** », les personnes interrogées âgées de 60 ans et plus y étant particulièrement favorables (41 %), et **33 % pensent que le Canada devrait « assurer une représentation égale des femmes en politique (par exemple au Gouvernement et au Parlement) »**. Les femmes interrogées sont particulièrement favorables à cette dernière mesure (37 %, contre 29 % des hommes), ainsi que les personnes âgées de 60 ans et plus (40 %, contre 31 % dans les autres groupes d'âge). Une autre mesure couramment citée (29 %) est d'« **assurer une représentation égale des femmes dans la direction des entreprises** ». Étonnamment, **seules 15 % des personnes interrogées mentionnent l'importance du « financement**

**des mouvements féministes et d'autres mouvements politiques, culturels et sociaux liés aux droits des femmes** ». Cependant, cette moyenne cache une disparité : pour les hommes aussi bien que pour les femmes interrogés, le soutien à cette mesure est élevé chez les plus jeunes et diminue avec l'âge. Les femmes non-blanches sont deux fois plus nombreuses que leurs homologues blanches à citer cette mesure (29 % et 13 %, respectivement).

Les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans soulignent des priorités particulières : 38 % souhaitent que leur gouvernement « **soutienne la participation des femmes dans les processus de paix et leur implication en tant que défenseuses des droits humains** » (contre 22 %

de l'ensemble des personnes interrogées), et 33 % soulignent l'importance du « *financement des mouvements féministes et d'autres mouvements politiques, culturels et sociaux liés aux droits des femmes* ».

En 2015, le Premier ministre a nommé un cabinet fédéral paritaire pour la première fois.<sup>8</sup> Depuis 2019, 29 % des membres du Parlement sont des femmes.<sup>9</sup> Il n'existe pas de quotas légaux ou d'autres mesures temporaires pour promouvoir la participation politique des femmes au Canada. **La majorité des personnes interrogées pensent que l'imposition de quotas par sexe serait une bonne manière de faire progresser l'égalité**, bien que les hommes interrogés âgés de 45 ans et plus soient réticents (Graphique 3).

Le Canada s'est engagé à soutenir le leadership des filles et des femmes. En 2018, le pays a annoncé un investissement de 100 millions

de dollars sur cinq ans pour accroître le financement des organisations de femmes.

## JUSTICE ET DROITS ÉCONOMIQUES

Pour 61 % des personnes interrogées, la réalisation de l'égalité des droits et des opportunités économiques entre les femmes et les hommes est l'un des trois domaines les plus importants sur lesquels le gouvernement devrait se concentrer pour améliorer l'égalité des sexes dans le pays. Il s'agit de la première préoccupation de près d'un quart des personnes interrogées (24 %), et surtout des femmes (29 % la placent au premier rang, contre 18 % des hommes).

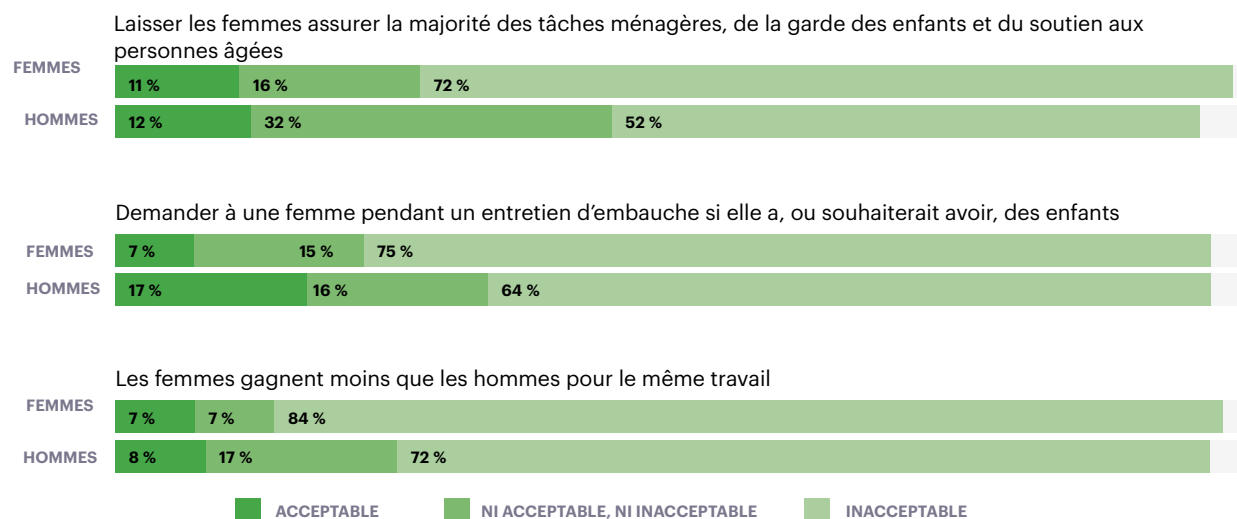
Une personne interrogée sur trois estime que les **inégalités entre les sexes au Canada sont principalement dues à l'inégalité des opportunités économiques**. En effet, 33 % des personnes interrogées déclarent que l'une

iii Les personnes interrogées ont été invitées à sélectionner jusqu'à trois mesures pour l'action gouvernementale dans le cadre de chacun des thèmes des coalitions d'action.

## GRAPHIQUE 4 OPINIONS SUR LA PARTICIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES



### DANS QUELLE MESURE CONSIDÉREZ-VOUS PERSONNELLEMENT ACCEPTABLES OU INACCEPTABLES LES PROPOSITIONS SUIVANTES?



Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage mené entre le 24 juillet et le 7 août 2020 sur un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

des principales raisons pouvant expliquer que les femmes ne sont pas égales aux hommes dans le pays est la disparité des « *opportunités d'emploi* », et 32 % déclarent que c'est parce que « *les soins, les tâches ménagères et les responsabilités parentales non rémunérés ne sont pas partagés de manière égale entre les hommes et les femmes* ». Les femmes sont particulièrement susceptibles d'identifier cette dernière raison (40 % contre 25 % des hommes). **La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités préexistantes dans le travail non rémunéré** : 41 % des femmes déclarent avoir consacré plus de temps « *aux tâches ménagères* » pendant cette période, et 19 % notent que leur temps « *consacré à la prise en charge des autres* » a augmenté (contre 32 % et 14 % des hommes, respectivement).

Afin d'élargir les opportunités économiques des femmes et accroître leur pouvoir de décision,<sup>iii</sup> une majorité des personnes interrogées dans tous les groupes socio-économiques pensent que le gouvernement devrait « **atteindre l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes** » (49 %). Le soutien à cette mesure augmente avec l'âge et est particulièrement élevé parmi les femmes et les hommes âgés de 60 ans et plus (68 % et 61 %, respectivement). Elle est suivie de « **empêcher les violences et le harcèlement sexuel au travail** » (39 %), avec plus de la moitié des femmes et des hommes âgés de 60 ans et plus citant cette mesure. **Pour 29 % des personnes interrogées**, et 36 % des femmes non-blanches, **le gouvernement devrait également « garantir une protection sociale et de bonnes conditions de travail pour les femmes effectuant un travail peu rémunéré** (par exemple aide pour les tâches domestiques, agriculture, ouvrières du textile) ». On estime que 25 % des femmes salariées au Canada (15 % des hommes) perçoivent une rémunération faible (c'est-à-dire qu'elles gagnent moins des deux tiers du revenu horaire médian du pays).<sup>12</sup> Et 27 % des personnes interrogées citent la responsabilité du gouvernement d'« *accroître le nombre de femmes assumant des rôles de direction (en entreprise, en politique, etc.)* » et

de « *permettre un égal accès à l'éducation et à la formation professionnelle pour les femmes et les hommes* ».

Les inégalités entre les sexes dans la sphère économique sont liées à la persistance d'attitudes susceptibles de limiter les opportunités d'autonomisation économique des femmes. Les hommes interrogés les déclarent plus souvent (Graphique 4). L'enquête révèle également que 20 % des femmes interrogées estiment qu'elles ne sont « *pas autant payées que leurs collègues masculins sur leur lieu de travail* » et que 18 % « *n'ont pas eu accès aux mêmes opportunités de promotions dans leur travail que leurs collègues de sexe masculin* ». En 2019, l'écart de rémunération entre les sexes au Canada était estimé à 12 %.<sup>13</sup> En 2018, le gouvernement a adopté une loi sur l'équité salariale ([Loi sur l'équité salariale](#)), en vertu de laquelle les employeurs sont tenus d'examiner leurs pratiques de rémunération et de veiller à ce que les femmes et les hommes travaillant dans des entreprises sous réglementation fédérale comptant plus de 10 employés reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur égale.<sup>14</sup> Cette loi doit encore entrer en vigueur. Le gouvernement a également modifié la législation afin de mieux protéger les femmes contre le harcèlement et la violence dans les lieux de travail fédéraux.<sup>15</sup>

## VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Pour 26 % des personnes interrogées, la priorité sur laquelle le gouvernement devrait se concentrer afin de faire progresser l'égalité entre les hommes et les femmes au Canada est de mettre fin à la violence basée sur le genre (par exemple, le harcèlement en ligne, les agressions sexuelles, les mariages forcés et les mariages d'enfants, ou les mutilations génitales féminines). Il s'agit de l'une des trois principales priorités pour 59 % des personnes interrogées, 61 % des femmes et 55 % des hommes.

Ce résultat n'est pas surprenant car, au Canada, le taux de violences familiales faites aux femmes est presque deux fois plus élevé que

## GRAPHIQUE 5 MESURES POUR METTRE FIN À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE



**AFIN DE LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, PARMIS LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT ?**

Renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes

61 %

Financer des programmes pour soutenir les femmes victimes de violences

40 %

Mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles

38 %

Lutter contre les violences sur Internet envers les femmes

31 %

Lutter contre l'exploitation économique des femmes

27 %

Remédier au déséquilibre des pouvoirs entre les femmes et les hommes à la maison

25 %

Je ne sais pas

8 %

Aucun

3 %

Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

celui des hommes.<sup>16</sup> Les jeunes femmes, les femmes vivant avec un handicap, les femmes lesbiennes ou bisexuelles et les femmes autochtones sont touchées de manière disproportionnée par la violence basée sur le genre.<sup>17</sup> Et selon des statistiques de 2014, 70 % des violences conjugales ne sont jamais signalées à la police.<sup>18</sup>

**Plus des deux tiers des personnes interrogées, hommes et femmes confondus, rejettent les normes sexistes liées à la persistance de la violence basée sur le genre.**

Par exemple, 70 % des hommes et 83 % des femmes pensent qu'une femme peut refuser un rapport sexuel avec son partenaire ; 68 % des hommes et 75 % des femmes ne pensent pas qu'une femme doit toujours obéir à son

partenaire ; et 79 % des hommes et 82 % des femmes trouvent « *inacceptable* » de siffler une femme dans la rue ou de toucher une femme sans son consentement.

Pour remédier au problème de la violence basée sur le genre, les personnes interrogées de toutes les catégories socio-économiques sont d'accord sur les mesures à prendre de façon prioritaire. Une large majorité (61 %) pense que le gouvernement devrait « **renforcer la poursuite judiciaire des crimes sexuels et des agressions envers les femmes** » (Graphique 5). Autant parmi les hommes que parmi les femmes interrogées, le soutien à cette mesure augmente avec l'âge. La deuxième action la plus citée pour éliminer la violence basée sur le genre est le « **financement de**



## GRAPHIQUE 6 PEUR DU HARCÈLEMENT EN LIGNE



**EN GÉNÉRAL, OÙ VOUS SENTEZ-VOUS (VOUS PERSONNELLEMENT OU QUELQU'UN QUE VOUS CONNAISSEZ), MENACÉ(E) D'AGRESSION OU DE HARCÈLEMENT ?**

*En ligne (par exemple, sur les réseaux sociaux)*



Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 3 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur :  $\pm 3\%$ . Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

**programmes pour soutenir les femmes victimes de violences** » (40 %), suivi par « *mettre fin aux usages traditionnels qui portent atteinte aux femmes et aux filles* », tels que le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines (38 %).

En 2017, le gouvernement a lancé [Il est temps : la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe](#), la première stratégie fédérale pour empêcher et combattre la violence basée sur le genre. Elle repose sur trois piliers : la prévention, le soutien aux survivantes et à leurs familles, et la promotion de systèmes juridiques et judiciaires adaptés.<sup>19</sup>

### TECHNOLOGIES ET INNOVATION AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Afin de faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes au Canada, **une personne interrogée sur trois pense que**

**le gouvernement devrait « investir dans la technologie pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé, à l'éducation et aux opportunités économiques ».** Pour la moitié des personnes interrogées, cela pourrait se faire par le biais de la **mise à disposition d'« opportunités équivalentes pour les filles et les femmes afin d'étudier et travailler dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) ».** Les personnes interrogées de tous les groupes socio-économiques s'accordent sur cette action prioritaire, qui est liée de près à la deuxième mesure la plus citée : « *lutter contre les obstacles qui empêchent les filles ou les femmes d'accéder à la technologie, de la concevoir ou de la développer* » (38 %).

Les filles et les femmes canadiennes sont sous-représentées dans les domaines d'études des STEM, ce qui se traduit par leur participation moindre aux professions liées aux STEM. En 2017, elles représentaient 25 % des étudiants

inscrits dans les programmes de technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement supérieur et 21 % des étudiants dans les programmes d'ingénierie, de fabrication et de construction.<sup>20</sup> Par conséquent, en 2018, seuls 24 % des travailleurs dans les professions des sciences naturelles et appliquées, y compris les scientifiques et les ingénieurs, étaient des femmes.<sup>21</sup>

Les initiatives gouvernementales visant à promouvoir la participation des filles et des femmes aux technologies et à l'innovation comprennent [le programme CanCode](#), qui soutient

les initiatives qui offrent aux jeunes Canadiens des possibilités de formation en matière de codage et de développement des compétences numériques et vise à ce qu'au moins 50 % des participants soient des femmes.<sup>22</sup>

En outre, **37 % des personnes interrogées soulignent l'importance de « l'augmentation de la sécurité des espaces numériques pour les filles et les femmes (par exemple, empêcher le harcèlement ou la persécution des femmes sur Internet) »**. Alors que la même proportion de femmes et d'hommes interrogés déclarent qu'ils se sentent, ou qu'une personne

## GRAPHIQUE 7 MESURES POUR AMÉLIORER LES DSSR



### **AFIN D'AMÉLIORER LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FEMMES, PARI MI LES MESURES CI-DESSOUS, LESQUELLES PENSEZ-VOUS QUE LE GOUVERNEMENT DEVRAIT PRENDRE, LE CAS ÉCHÉANT ?**

?

Accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école

35 %

Accroître l'accès aux services de santé sexuelle

34 %

Accroître l'accès à la contraception et aux options de planning familial

31 %

Résoudre en priorité les besoins des femmes issues de groupes marginalisés

28 %

Accroître l'accès à l'avortement légal et aux soins post-avortement

27 %

Accroître la participation des jeunes dans la mise en place de services de santé sexuelle et reproductive

26 %

Je ne sais pas

14 %

Réduire le nombre de femmes mourant pendant et après leur grossesse, et pendant l'accouchement

13 %

Aucun

6 %

Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

qu'ils connaissent se sent menacée « en ligne » d'agression et de harcèlement (26 %), les femmes âgées de 18 à 24 ans sont touchées de manière disproportionnée (Graphique 6).

## DROIT À DISPOSER DE SON CORPS ET SANTÉ ET DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

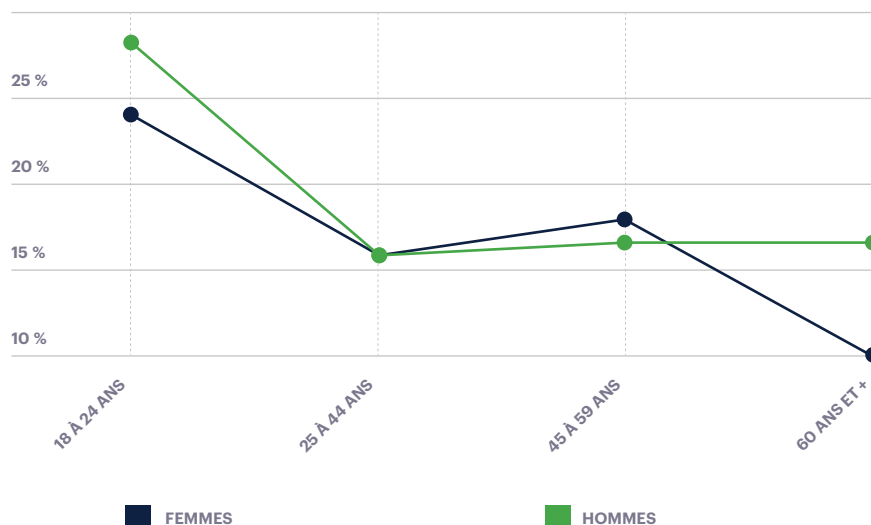
Environ **une personne interrogée sur trois (29 %) déclare que la protection des droits et de la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des filles et des femmes devrait être l'une des priorités gouvernementales** pour faire progresser l'égalité des sexes au Canada. Le soutien aux DSSR est relativement plus fréquent chez les femmes (32 %) que chez les hommes (25 %) et diminue avec l'âge, 38 % des personnes interrogées âgées de 18 à 44 ans la citant comme l'un des trois domaines les plus importants pour l'égalité des sexes, contre 20 % des personnes âgées de 45 ans et plus.

**Pour améliorer les DSSR, 35 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait « accroître l'accès à des informations appropriées incluant l'éducation sexuelle à l'école »** (Graphique 7). Le soutien à cette mesure augmente avec l'âge, de 25 % parmi les personnes interrogées les plus jeunes, à 46 % parmi le groupe le plus âgé. Au Canada, la prestation de l'éducation sexuelle est une responsabilité provinciale, et toutes les provinces ont un programme officiel d'éducation sexuelle, sauf au Québec, où elle est intégrée à d'autres matières.<sup>23</sup> De plus, 34 % des personnes interrogées soulignent l'importance de « **l'accroissement de l'accès aux services de santé sexuelle** » (par exemple la prévention, le dépistage et les solutions de traitement pour les infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH/sida) ». Les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans insistent particulièrement sur cette priorité (42 %).

## GRAPHIQUE 8 INTÉRÊT POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE FÉMINISTE



**Promouvoir la participation des femmes dans les actions mises en œuvre face au changement climatique est l'une des trois principales priorités**



Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus 2030. Sondage mené entre le 24 juillet et le 7 août 2020 sur un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

En outre, **31 % des personnes interrogées soulignent l'importance de « l'accroissement de l'accès à la contraception et aux solutions de planning familial »**, en particulier les femmes en âge de procréer (43 % de celles âgées de 18 à 24 ans et 38 % de celles âgées de 25 à 44 ans). Une femme interrogée sur dix déclare avoir déjà rencontré « des difficultés pour avoir accès à sa méthode de contraception privilégiée » (jusqu'à 19 % des femmes âgées de 25 à 44 ans), et 3 % ont rencontré « des difficultés pour avoir accès à l'avortement et à des soins post-avortement » (jusqu'à 6 % des femmes âgées de 18 à 24 ans). Au Canada, l'État prend en charge l'accès à certaines méthodes contraceptives pour les employés du

secteur public, les femmes économiquement défavorisées et les femmes autochtones.<sup>24</sup> L'avortement est légal et disponible sur demande, bien que les limites de gestation varient selon les provinces et les territoires.<sup>25</sup>

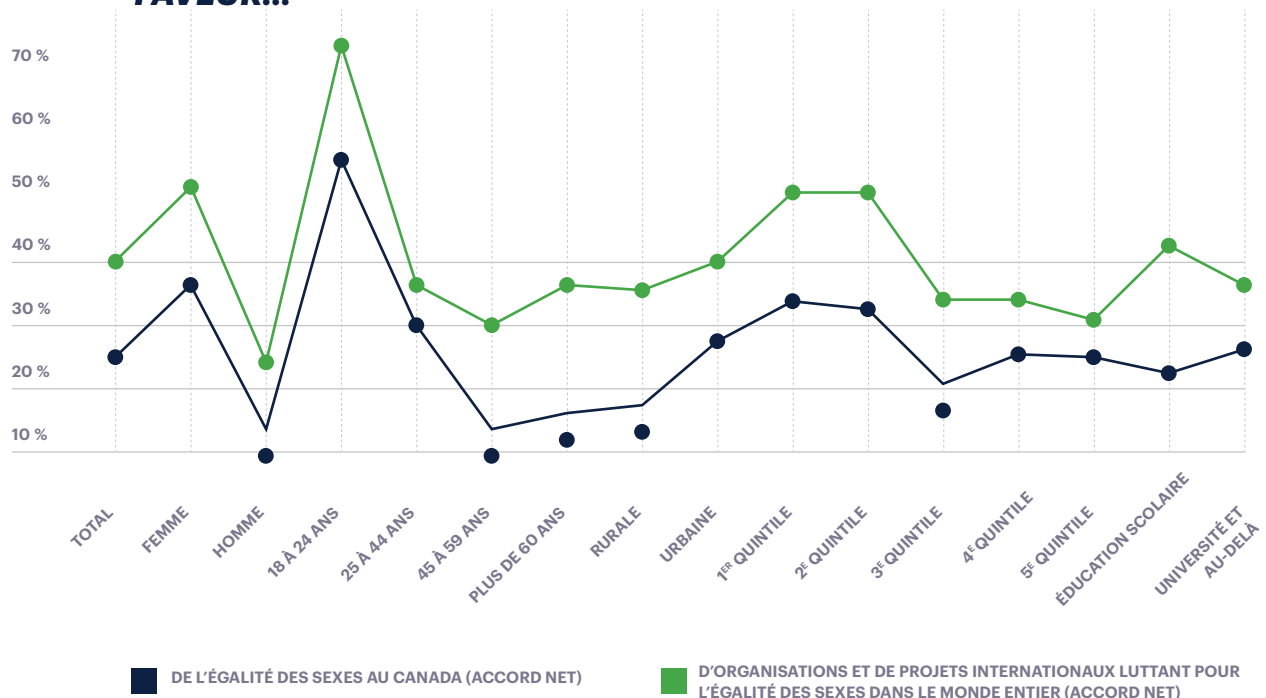
## ACTION DES FEMMES EN FAVEUR DE LA JUSTICE CLIMATIQUE

Interrogées sur les problèmes les plus importants auxquels leur pays est actuellement confronté, 28 % mentionnent « le changement climatique et l'environnement », après les problèmes conjoncturels de « la situation économique » (56 %), « des grandes maladies

## GRAPHIQUE 9 SOUTIEN NET EN FAVEUR D'UNE HAUSSE DES FINANCEMENTS POUR L'ÉGALITÉ DES SEXE



**À L'OCCASION DU FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ, MON GOUVERNEMENT DEVRAIT AUGMENTER SES FINANCEMENTS EN FAVEUR...**



Le taux d'accord net est obtenu en soustrayant la proportion de personnes interrogées qui ne sont pas d'accord à la proportion de personnes interrogées qui sont d'accord. Sondage Deltapoll réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés par Focus2030. Sondage réalisé entre le 24 juillet 2020 et le 7 août 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 adultes au Canada. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 3 %. Pour plus d'informations sur la méthodologie : [Focus2030.org](https://focus2030.org).

mondiales et des pandémies » (53 %), et des autres problèmes liés à « la santé » (38 %). Cependant, seulement 16 % des personnes interrogées pensent que « la promotion de la participation des femmes dans les actions mises en œuvre contre le changement climatique », en tant que responsabilité gouvernementale, est essentielle pour faire progresser l'égalité des sexes dans le pays. Cette proportion est stable parmi tous les groupes socio-économiques et l'intérêt décroît avec l'âge (Graphique 8).

Les personnes interrogées, toutes caractéristiques confondues, s'accordent sur la première action nécessaire pour soutenir l'action des femmes pour répondre au changement climatique (43 %) : **promouvoir la « formation et l'embauche de femmes dans des métiers liés au changement climatique »**, tels que les technologies et énergies vertes. Les personnes interrogées soulignent également la nécessité d'« accroître la participation des filles et des femmes dans le développement de solutions pour lutter contre le changement climatique » (36 %), et d'« augmenter le financement des organisations qui luttent contre le changement climatique dirigées par des femmes » (27 %).

Le Canada est signataire de [la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#), [du protocole de Kyoto](#), et de [l'accord de Paris](#). Le pays a reconnu que les filles et les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique et soutient l'inclusion des femmes dans le processus décisionnel international en matière de changement climatique.<sup>26</sup> Le Canada a joué un rôle important dans l'adoption [du Plan d'action pour l'égalité des sexes lors de la 23e Conférence des Parties \(COP\)](#) en 2017. En 2019, 54 % des délégués canadiens à la COP25 étaient des femmes.<sup>27</sup>

## FINANCEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES SEXES

Interrogées sur les problèmes les plus importants auxquels leur pays est actuellement confronté, seuls 6 % des personnes identifient « les inégalités femmes-hommes », par rapport à « la situation économique » (56 %), « les grandes maladies mondiales et les pandémies » (53 %), et « la santé » (38 %). Les jeunes interrogés sont beaucoup plus susceptibles de déclarer que les inégalités entre les sexes (13 %) et « le racisme et les autres formes de discrimination envers les minorités » (44 %) figurent parmi les problèmes les plus importants au Canada que le reste de la population (5 % et 19 %, respectivement).

Toutefois, l'enquête révèle que **53 % des personnes interrogées** (60 % des femmes et 44 % des hommes) **pensent que leur gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur de l'égalité des sexes au Canada**. Cette mesure est particulièrement populaire parmi les personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans (78 %, contre 49 % des personnes interrogées âgées de 25 ans et plus) et parmi celles appartenant aux deux quintiles de revenus les plus faibles (60 %, contre 50 % pour les trois quintiles de revenus les plus élevés). 24 % des personnes interrogées pensent que le gouvernement devrait prendre en compte « les besoins et les intérêts des filles et des femmes au moment de l'adoption des budgets gouvernementaux », une proportion stable dans toutes les catégories socio-économiques. La [loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes 2018](#) fait de la budgétisation sensible au genre une étape obligatoire dans les processus de gestion budgétaire et financière du gouvernement fédéral.<sup>28</sup>

Les personnes interrogées sont également favorables à ce que leur gouvernement investisse dans l'égalité des sexes au niveau international, quoique dans une mesure légèrement moindre qu'au niveau national

(Graphique 9). **51 % des personnes interrogées pensent que parvenir à l'égalité des sexes est essentiel pour mettre fin à la pauvreté dans tous les pays, et 44 % estiment que le gouvernement devrait augmenter ses financements en faveur d'organisations et de projets internationaux luttant pour l'égalité des sexes dans le monde entier.** Le soutien en faveur d'investissements plus importants dans les programmes en faveur de l'égalité des sexes à l'étranger diminue avec l'âge, 66 % des personnes interrogées âgées de 18 à 24 ans étant favorables à cette idée, contre 36 % de celles âgées de 45 ans et plus. En 2017, le Canada a adopté une politique d'aide étrangère féministe, qui intègre une perspective sexospécifique dans toutes ses politiques et programmes internationaux.<sup>29</sup>

Le Canada est membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et, en 2018, il a engagé 93 % de son aide bilatérale allouée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes comme objectif principal ou significatif (contre 87 % en 2017), en comparaison avec la moyenne des pays du CAD de 42 %.<sup>30</sup>

## RECOMMANDATIONS

- ➔ **Soutenir la participation des femmes dans les organes de décisions dans les domaines politique et économique, par exemple par l'introduction de quotas par sexe provisoires et le financement de mouvements de défense des droits des femmes.**
- ➔ **Comblent les écarts persistants entre les sexes dans la sphère économique. Veiller à ce que la législation sur l'égalité des salaires, la violence et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail soit appliquée dans la pratique.** Signer et ratifier [la Convention C190 de l'Organisation internationale du travail](#) sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. Bien que les lois canadiennes accordent aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes pour participer à l'économie, des écarts entre les sexes persistent.
- ➔ **Mettre en place un plan d'action national entièrement financé sur la violence contre les femmes, avec une optique intersectionnelle.** Ce plan doit harmoniser le processus de planification afin de fournir une feuille de route pour éradiquer la violence basée sur le genre pour tous. La réponse aux recommandations de l'[Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées](#) doit être entre les mains des femmes autochtones et des experts juridiques autochtones.
- ➔ **Garantir les droits et la santé sexuels et reproductifs de toutes les filles et les femmes quel que soit leur lieu de résidence.** Garantir un accès universel à la contraception et aux autres services de santé sexuelle, par exemple par le biais de subventions au niveau fédéral.
- ➔ **Promouvoir la participation des filles et des femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), et dans d'autres domaines d'études traditionnellement dominés par les hommes.**
- ➔ **Mettre en œuvre des activités de sensibilisation ciblées sur les normes sexistes afin d'impliquer une plus grande proportion de la population, comme les hommes âgés, qui selon l'enquête sont plus susceptibles de perpétuer des normes sexistes que le reste de la population.**
- ➔ **S'engager à maintenir une aide publique au développement consacrée à l'égalité des sexes, en accordant une attention particulière au financement des mouvements de femmes et des organisations de la société civile axées sur les femmes.**

## RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> Nations Unies. « Objectif 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. » <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/gender-equality/>.
- <sup>2</sup> Equal Measures 2030. *Exploiter la puissance des données au service de l'égalité des sexes : Présentation de l'indice du genre EM2030 2019 des ODD* Working : Equal Measures 2030, 2019. [https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/07/EM2030\\_2019\\_Global\\_Report\\_English\\_WEB.pdf](https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/07/EM2030_2019_Global_Report_English_WEB.pdf).
- <sup>3</sup> Programme des Nations unies pour le développement. *Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXIe siècle*. New York : PNUD, 2019. [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2019\\_fr.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_fr.pdf).
- <sup>4</sup> Equal Measures 2030. *Exploiter la puissance des données au service de l'égalité des sexes : Présentation de l'indice du genre EM2030 2019 des ODD* Working : Equal Measures 2030, 2019. [https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/07/EM2030\\_2019\\_Global\\_Report\\_English\\_WEB.pdf](https://www.equalmeasures2030.org/wp-content/uploads/2019/07/EM2030_2019_Global_Report_English_WEB.pdf).
- <sup>5</sup> World Economic Forum. *Global Gender Gap Report 2020*. Genève : World Economic Forum, 2019. <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2020>.
- <sup>6</sup> Banque mondiale. *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit 2020*. Washington, DC : Banque mondiale, 2020. DOI : 10.1596/978-1-4648-1532-4.
- <sup>7</sup> ONU Femmes « Coalitions d'action. » <https://forum.generationequality.org/fr/coalitions-daction>.
- <sup>8</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>9</sup> Union interparlementaire. « Pourcentage de femmes dans les parlements nationaux ». *Base de données Parline de l'UIP Données globales sur les parlements nationaux*. Consulté le 8 octobre 2020. <https://data.ipu.org/fr/women-ranking?month=10&year=2020>.
- <sup>10</sup> OECD. « Social Institutions and Gender Index 2019 Country Profiles – Canada. » <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/CA.pdf>.
- <sup>11</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>12</sup> Organisation Internationale du Travail. « Rémunérations faibles par sexe (%) – Annuel ». *ILOSTAT*. Consulté le 16 Septembre 2020. <https://ilostat.ilo.org/fr/>.
- <sup>13</sup> Statistique Canada. « Salaire des employés selon la profession, données annuelles » Consulté le 16 Septembre 2020. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=1410034001>.
- <sup>14</sup> Government of Canada. *Loi sur l'équité salariale*, 2018. <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-4.2/page-1.html>.
- <sup>15</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>16</sup> Ibid.
- <sup>17</sup> Ibid.
- <sup>18</sup> Fondation canadienne des femmes. « La violence faite aux femmes. » Consulté le 20 août 2020. <https://canadianwomen.org/fr/les-faits/violence/>.
- <sup>19</sup> Condition féminine Canada. « La Stratégie contre la violence fondée sur le sexe. » Government of Canada. 2019. <https://cfc-swc.gc.ca/violence/strategy-strategie/index-fr.html>.
- <sup>20</sup> Institut de statistique de l'UNESCO. *Base de données sur l'éducation* Consulté le 21 août 2020. [http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?DataSetCode=EDULIT\\_DS](http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?DataSetCode=EDULIT_DS).
- <sup>21</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>22</sup> Government of Canada. « CodeCan ». *Innovation, Science et développement économique Canada* Modifié le 22 Novembre 2019. <https://www.ic.gc.ca/eic/site/121.nsf/fra/accueil>.
- <sup>23</sup> Sexual Rights Initiative. « Canada. » 2017. <https://sexualrightsdatabase.org/countries/398/Canada>.
- <sup>24</sup> Government of Canada. « Protection supplémentaire pour les contraceptifs en vertu du Régime de soins de santé de la fonction publique ». <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/regimes-assurance/regime-soins-sante/avis-information/protection-supplementaire-contraceptifs-vertu-regime-soins-sante-fonction-publique.html>.
- <sup>25</sup> OECD. « Social Institutions and Gender Index 2019 Country Profiles – Canada. » <https://www.genderindex.org/wp-content/uploads/files/datasheets/2019/CA.pdf>.
- <sup>26</sup> Government of Canada. « Les femmes et le changement climatique ». Consulté le 21 août 2020. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/changements-climatiques/femmes.html>.
- <sup>27</sup> Women's Environment and Development Organization (WEDO). « Country profiles: Canada. » *Gender Climate Tracker*. Consulté le 8 octobre 2020. <https://genderclimatetracker.org/country-profile/canada>.
- <sup>28</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>29</sup> Government of Canada. *Mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing dans le cadre du vingt cinquième anniversaire de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Bilan national du Canada*. 2019. [https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG\\_Beijing\\_25-Canada\\_National\\_Review\\_Report-FinalEng.pdf](https://www.unece.org/fileadmin/DAM/Gender/ENG_Beijing_25-Canada_National_Review_Report-FinalEng.pdf).
- <sup>30</sup> OECD. « Les profils de coopération au développement 2020 – Canada. » Consulté le 21 septembre 21. [https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/les-profilis-de-cooperation-au-developpement\\_5cd4ba84-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/les-profilis-de-cooperation-au-developpement_5cd4ba84-fr).